



Communiqué de la Société des Neurosciences Coupes budgétaires au CNRS et à l'ESR : un décrochage organisé qu'il faut refuser

Le CNRS vient de subir une forte amputation de son budget : 20 millions d'euros supprimés en cours d'exercice 2026 sur décision du Premier ministre, alors même que les laboratoires avaient déjà engagé leur programmation annuelle. Cette ponction d'une ampleur inédite, qui se traduit par 13,5 millions de crédits en moins pour le soutien aux instituts, s'ajoute aux plus de 500 millions déjà retirés au CNRS sur la période 2025-2026, via des charges nouvelles non compensées. Elle s'inscrit dans le désengagement systématique de l'État envers l'enseignement supérieur et la recherche, sous la forme de déficits structurels imposés.

Comme l'ont rappelé à la fois les directrices et directeurs d'unités, la Coordination des Comités Nationaux (C3N) et les élu-es au conseil d'administration du CNRS, ce qui se joue n'est pas un simple ajustement budgétaire. Nous assistons à une rupture.

Des conséquences directes pour les neurosciences

La subvention pour charges de service public (SCSP) ne constitue pas une abstraction financière éloignée des laboratoires. Elle paie nos équipements, nos missions, elle permet l'accueil des doctorant-es et des post-doctorant-es. La réduire, c'est arrêter concrètement des recherches : sur la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson, la sclérose en plaques, l'épilepsie, la dépression, les troubles du neurodéveloppement, les addictions, la douleur chronique. C'est compromettre la formation d'une génération de neuroscientifiques au moment précis où les enjeux de santé mentale et de maladies neurodégénératives constituent l'un des défis majeurs de nos sociétés vieillissantes. C'est également abandonner la quête d'une compréhension des mécanismes fondamentaux de la cognition, de la mémoire, de la perception et de la plasticité cérébrale. Dans un monde qui a plus que jamais besoin de lutter contre la désinformation, ce désinvestissement de la recherche publique arrive au pire moment.

Un décrochage organisé, mais pas une fatalité

Présenter ces coupes comme une nécessité comptable est un trompe-l'œil. Depuis trente ans, la France stagne autour de 2,2 % de son PIB consacré à la R&D, loin de l'objectif européen des 3 %, et plus loin encore des nations qui investissent massivement dans la science. Là où d'autres pays renforcent leurs organismes de recherche, la France choisit le retrait. C'est un choix politique, un désinvestissement dont les conséquences dépassent la science. A long terme, c'est un déclasserement économique, sanitaire et démocratique du pays pour une décennie au moins.

Un appel à la mobilisation

La Société des Neurosciences dénonce avec fermeté ce désengagement et soutient pleinement les initiatives portées par la C3N, les directrices et directeurs d'unités, le Comité national de la recherche scientifique et le Conseil national des universités. Elle s'associe aux prises de position des sociétés savantes qui refusent ce décrochage organisé.

La Société des Neurosciences appelle ses membres à :

- signer et faire signer la déclaration solennelle des DU et du Comité national : <https://tally.so/r/D4J5Xp> ;
- relayer cette mobilisation auprès de leurs collègues, de leurs étudiant·es et des élu·es de leurs territoires ;
- prendre la parole publiquement, dans leurs établissements et auprès des médias, sur ce qui est en train de se jouer.

Il est encore temps d'agir. Renoncer à la recherche publique, c'est renoncer à comprendre le cerveau, à soigner ses pathologies, et à former celles et ceux qui le feront demain. C'est renoncer à une part de notre avenir.

Le Conseil d'administration de la Société des Neurosciences